

Convention collective d'arrondissement

IDCC : 1525. – **INDUSTRIES METALLURGIQUES
DE LA RÉGION DUNKERQUOISE**
(31 août 1988)

(Etendue par arrêté du 10 juin 1989,
Journal officiel du 22 juin 1989)

ACCORD DU 10 OCTOBRE 2005
RELATIF AUX SALAIRES À COMPTER DU 1^{er} JANVIER 2005
NOR : ASET0551352M
IDCC : 1525

Entre :

L'union des industries et métiers de la métallurgie Flandre maritime,

D'une part, et

La FGMM-CFDT DCA 59-62 ;

La CGT-FO ;

La CFTC ;

La CFE-CGC,

D'autre part,

il a été exposé et convenu ce qui suit :

Les parties signataires soulignent le caractère spécifique des négociations au niveau de la profession et rappellent que le présent accord, conclu sur les rémunérations minimales hiérarchiques (RMH) et les salaires minima garantis annuels (SEGA), ne peut servir de base à la revalorisation des salaires effectifs, telle qu'elle est définie dans les entreprises.

Article 1^{er}

Le barème des RMH servant exclusivement à la détermination des primes d'ancienneté est revalorisé de 0,6 % à compter du 1^{er} octobre 2005. La valeur du point RMH, base 35 heures, est fixée à cette date à 4,070 €.

Les montants mensuels indiqués dans le barème des RMH annexé au présent accord correspondent à un horaire de travail de 151,67 heures par mois ou 35 heures par semaine. Ils tiennent compte de toutes les compensations pour réduction du temps de travail. Ils seront adaptés à la durée légale applicable dans les entreprises.

Ces montants mensuels étant fixés pour la durée légale du travail, ils doivent être adaptés à l'horaire de travail effectif et supporter de ce fait les majorations légales pour heures supplémentaires.

Article 2

Le barème des salaires effectifs garantis annuels (SEGA), valable pour l'ensemble de l'année 2005 fixe, pour chaque niveau et échelon de la classification résultant de l'accord national du 21 juillet 1975, le salaire annuel au-dessous duquel aucun mensuel ne peut être payé pour un horaire mensuel de 151,67 heures ou 35 heures par semaine.

Ces barèmes figurant en annexe du présent accord s'appliqueront à partir du 1^{er} janvier 2005.

Ces salaires effectifs garantis annuels (SEGA) tiennent compte de toutes les compensations pour réduction du temps de travail.

Ces barèmes des SEGA doivent être adaptés à l'horaire de travail effectif et supporter de ce fait les majorations légales pour heures supplémentaires.

Article 3

Il sera tenu compte, pour la comparaison avec les barèmes des SEGA, de l'ensemble des éléments bruts de salaire, à l'exception des éléments suivants :

- primes d'ancienneté prévues à l'article 15 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective précitée ;
- majoration pour travaux pénibles, insalubres prévus à l'article 20 dudit avenant ;
- primes et gratifications ayant un caractère exceptionnel et bénévole ;
- participations, découlant de l'intéressement et n'ayant pas un caractère de salaire ;
- sommes qui, constituant un remboursement de frais, ne supportent pas de cotisations en vertu de la législation de la sécurité sociale.

Article 4

Les valeurs définies par les barèmes des SEGA seront calculées *pro rata temporis* en cas de survenance au cours de l'année de référence des différents événements suivants :

- changement de classification ou catégorie ;
- départ de l'entreprise ;
- absence du salarié.

En cas d'absence du salarié, il y aura lieu d'exclure des salaires bruts, tels que définis à l'article 3, toutes les sommes versées éventuellement par l'employeur, la sécurité sociale ou tout autre organisme pour indemniser la perte de salaire consécutive à l'absence.

Article 5

La vérification du compte du salarié interviendra en fin d'année civile.

Le versement du complément éventuel devra être effectué au plus tard avec la paye de février de l'année suivante.

Ce complément versé au titre de l'année précédente sera exclu de l'assiette de comparaison pour l'année en cours.

Article 6

Les barèmes des SEGA ne comportent aucune incidence sur les RMH qui servent de base de calcul à la prime d'ancienneté, telle que définie à l'article 15 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective de la métallurgie de la région dunkerquoise, ainsi qu'aux articles prévoyant des majorations fondées sur le salaire effectif garanti mensuel.

Article 7

Le présent accord établi en vertu de l'article L. 132-1 et suivants du code du travail sera fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des parties contractantes.

En outre, il sera déposé à la direction départementale du travail ainsi qu'au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Dunkerque.

Article 8

Les parties signataires conviennent de l'intérêt d'assurer au présent accord la plus large application et s'engagent en conséquence à en demander l'extension.

Article 9

Le présent accord prend effet à compter du 1^{er} octobre 2005.

Fait à Dunkerque, le 10 octobre 2005.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

Barème des salaires effectifs garantis annuels (SEGA)

Pour 151,67 heures par mois ou 35 heures par semaine (année 2005)

*Administratifs et techniciens, agents de maîtrise
(sauf agents de maîtrise atelier)*

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	ADMINISTRATIF et technicien	AGENT DE maîtrise (sauf atelier)
I	1	140	14 216,02	
	2	145	14 232,79	
	3	155	14 249,56	
II	1	170	14 251,89	
	2	180	14 255,92	
	3	190	14 356,02	
III	1	215	14 628,56	AM 1 14 628,56
	2	225	15 097,42	
	3	240	15 802,35	AM 2 15 802,35
IV	1	255	16 820,11	AM 3 16 820,11
	2	270	17 590,85	
	3	285	18 752,23	AM 4 18 752,23
V	1	305	19 883,71	AM 5 19 883,71
	2	335	21 221,28	AM 6 21 221,28
	3	365	22 575,03	AM 7 22 575,03
	3	395	23 140,99	23 140,99

Ouvriers

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	SALAIRE GARANTI	
I	1	140	O1	14 216,02
	2	145	O2	14 232,79
	3	155	O3	14 249,56
II	1	170	P1	14 251,89
	3	190	P2	14 356,02
III	1	215	P3	15 046,78
	3	240	TA1	16 446,01
IV	1	255	TA2	17 252,08
	2	270	TA3	18 189,77
	3	285	TA4	19 197,98

Agents de maîtrise d'atelier

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	SALAIRE GARANTI	
III	1	215	AM1	15 223,21
	3	240	AM2	16 880,57
IV	1	255	AM3	17 575,45
	3	285	AM4	19 561,87
V	1	305	AM 5	20 346,84
	2	335	AM 6	21 613,15
	3	365	AM 7	23 900,46
	3	395		24 480,99

Barème rémunérations minimales hiérarchiques (RMH)
(applicable à compter du 1^{er} octobre 2005)

Pour 151,67 heures par mois ou 35 heures par semaine
(valeur du point : 4,070 €)

Administratifs et techniciens, agents de maîtrise
(sauf agents de maîtrise atelier)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	ADMINISTRATIF et technicien	AGENT DE maîtrise (sauf atelier)
I	1	140	569,80	
	2	145	590,15	
	3	155	630,85	
II	1	170	691,90	
	2	180	732,60	
	3	190	773,30	
III	1	215	875,05	AM 1 875,05
	2	225	915,75	
	3	240	976,80	AM 2 976,80
IV	1	255	1 037,85	AM 3 1 037,85
	2	270	1 098,90	
	3	285	1 159,95	AM 4 1 159,95
V	1	305	1 241,35	AM 5 1 241,35
	2	335	1 363,45	AM 6 1 363,45
	3	365	1 485,55	AM 7 1 485,55
		395	1 607,65	1 607,65

Ouvriers (1)

NIV.	ÉCH.	COEF.	POINT à 4,070 euros		MAJORATION 5 %	MINIMUM hiérarchique
I	1	140	O 1	598,80	28,49	598,29
	2	145	O 2	590,15	29,51	619,66
	3	155	O 3	630,85	31,54	662,39
II	1	170	P 1	691,90	34,60	726,50
	3	190	P 2	733,30	38,67	811,97
III	1	215	P 3	875,05	43,75	918,80
	3	240	TA 1	976,80	48,84	1 025,64
IV	1	255	TA 2	1 037,85	51,89	1 089,74
	2	270	TA 3	1 098,90	54,95	1 153,85
	3	285	TA 4	1 159,95	58,00	1 217,95

Agents de maîtrise d'atelier (2)

NIV.	ÉCH.	COEF.	POINT à 4,070 euros		MAJORATION 7 %	MINIMUM hiérarchique
III	1	215	AM 1	875,05	61,25	936,30
	3	240	AM 2	976,80	68,38	1 045,18
IV	1	255	AM 3	1 037,85	72,65	1 110,50
	3	285	AM 4	1 159,95	81,20	1 241,15
V	1	305	AM 5	1 241,35	86,89	1 328,24
	2	335	AM 6	1 363,45	95,44	1 458,89
	3	365	AM 7	1 485,55	103,99	1 589,54
		395		1 607,65	112,54	1 720,19

(1) Base 151,67 heures par mois ou 35 heures par semaine.